



**LE ROLE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE DANS LES REVENDICATIONS
TERRITORIALES ESPAGNOLES DU XX^e SIÈCLE : LE CAS DU CLERGE DANS
LA COMMUNAUTE AUTONOME DU PAYS BASQUE**

Franck Wilson Gériel KOUYÉ

Enseignant-Chercheur

Maître-Assistant

Département d'Etudes Hispaniques et Lusophones

Spécialité : Civilisation espagnole

Université Félix Houphouët-Boigny Abidjan-Cocody

RESUME :

Cette étude se propose d'analyser le rôle de l'Eglise catholique, plus précisément du clergé basque, dans les revendications territoriales en Espagne au XX^e siècle. A travers une approche sociohistorique, nous nous sommes donné pour tâche de faire ressortir l'influence de ce clergé dans les dynamiques identitaires basques, sur les tensions internes entre collaboration et résistance, ainsi que sur la construction d'un discours religieux en faveur de l'autonomie ou de l'indépendance. La pertinence de ce travail réside en le fait qu'il révèle la double fonction de l'Eglise (catholique) qui, au-delà de sa vocation religieuse, s'entend être intéressée par les activités sociopolitiques.

Mots-clés : *Eglise catholique – Clergé – Pays basque – Franquisme.*

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.15812989>

SUMMARY :

The aim of this study is to analyse the role of the Catholic Church, and more specifically the Basque clergy, in territorial claims in Spain in the twentieth century. Using a socio-historical approach, we set ourselves the task of highlighting the influence of this clergy on the dynamics of Basque identity, on the internal tensions between collaboration and resistance, and on the construction of a religious discourse in favour of autonomy or independence. The relevance of this work lies in the fact that it reveals the dual function of the (Catholic) Church which, over and above its religious vocation, intends to take an interest in socio-political activities.

Keywords : *Catholic Church – Clergy – Basque Country – Franquism.*

INTRODUCTION

Au cours du XXe siècle, l'Espagne a connu de profondes transformations politiques, sociales et territoriales, marquées notamment par la dictature franquiste, la transition démocratique et l'affirmation des identités régionales. Parmi les régions les plus actives dans la revendication d'une reconnaissance politique et culturelle spécifique, le Pays Basque occupe une place singulière. Si de nombreuses études ont analysé les mouvements nationalistes basques sous l'angle politique, social ou linguistique, le rôle de l'Église catholique dans ce processus semble être relativement peu exploré.

Pourtant, l'Église a longtemps exercé une influence déterminante dans la société basque, tant sur le plan spirituel que social. Au sein de ce cadre, le clergé — loin d'être une entité homogène — a participé, à divers degrés et moments, à la construction, la contestation ou la légitimation des revendications territoriales. Le XXe siècle voit ainsi émerger des figures ecclésiastiques engagées, parfois en rupture avec la hiérarchie ecclésiale, parfois en dialogue avec les acteurs politiques régionaux ou nationaux.

Cette étude propose d'analyser le rôle du clergé basque dans les revendications territoriales espagnoles au XXe siècle. Nous nous interrogerons ainsi sur l'influence de ce clergé dans les dynamiques identitaires basques, sur les tensions internes entre collaboration et résistance, ainsi que sur la construction d'un discours religieux en faveur de l'autonomie ou de l'indépendance (du Pays Basque).

Pour ce faire, nous articulerons notre analyse autour de trois axes principaux : d'abord, nous situerons l'Église catholique dans le contexte basque du XXe siècle ; ensuite, nous explorerons les divisions internes du clergé face à la question nationale ; et enfin, nous analyserons les formes d'engagement du clergé dans les revendications territoriales. Cette approche nous permettra d'appréhender l'Église non pas comme un simple acteur religieux, mais comme une institution politique et culturelle engagée dans les débats territoriaux de l'Espagne contemporaine.

1. L'ÉGLISE CATHOLIQUE ET LE CONTEXTE TERRITORIAL BASQUE

1.1. Bref historique des tensions territoriales au Pays Basque au XXe siècle

Le XXe siècle a été marqué, dans la région basque, par une dynamique continue de revendications territoriales et identitaires. Dès le début du siècle, les tensions entre les aspirations régionalistes et le centralisme espagnol ont nourri l'émergence du nationalisme

basque, impulsé par Sabino Arana. Ce mouvement, attaché à la langue, aux coutumes et à la religion catholique, s'est radicalisé sous la Seconde République espagnole (1931-1936), puis sous la dictature franquiste (1939-1975), qui a supprimé les libertés régionales et interdit la langue basque. La transition démocratique postfranquiste (1975-1982) a permis la création de la Communauté autonome du Pays Basque, mais n'a pas éteint les revendications indépendantistes, portées notamment par ETA¹.

Le nationalisme basque émerge de manière structurée à la fin du XIXe siècle, sous l'impulsion de Sabino Arana, considéré comme le père du nationalisme basque moderne. Fondateur du Parti Nationaliste Basque (PNV) en 1895, Arana défend une identité basque fondée sur la langue (l'euskara), la religion catholique et une mythologie ethnique de « pureté » face à la Castille centralisatrice¹. Dans ses premières années, le mouvement reste toutefois modéré, autonomiste plutôt qu'indépendantiste. Durant la Seconde République espagnole (1931-1936), les revendications basques trouvent un terrain d'expression favorable. En 1936, après de longues négociations, le gouvernement républicain accorde au Pays Basque un premier statut d'autonomie, avec la création d'un gouvernement régional, le « Gouvernement d'Euzkadi », dirigé par José Antonio Aguirre (PNV)². Mais cette autonomie est éphémère : la victoire franquiste durant la Guerre civile (1936-1939) entraîne son abolition.

Sous la dictature franquiste (1939-1975), toute manifestation de l'identité basque est réprimée. L'usage de la langue basque est interdit dans l'espace public, les écoles et l'administration. Le PNV est mis hors la loi, les institutions autonomes supprimées, et les symboles régionaux proscrits. Cette répression nourrit une radicalisation d'une partie du mouvement nationaliste, qui débouche en 1959 sur la création d'ETA (*Euskadi Ta Askatasuna*), organisation indépendantiste armée prônant la lutte armée contre l'État franquiste. Dans les années 1960 et 1970, ETA mène des attentats, notamment contre des figures du régime, tout en s'érigant comme défenseur de l'identité basque interdite³.

La transition démocratique amorcée après la mort de Franco en 1975 marque un tournant. La Constitution de 1978 reconnaît l'Espagne comme un État « des nationalités et des régions », ouvrant la voie à la création de communautés autonomes. En 1979, un nouveau statut d'autonomie est accordé au Pays Basque, qui obtient un large degré d'autogouvernement : Parlement propre, police régionale (*Ertzaintza*), et compétences dans les domaines de l'éducation, de la fiscalité et de la culture. Le PNV retrouve un rôle central dans la vie politique

¹ Elorza, A. (2000), *La historia de ETA*, Madrid, Temas de Hoy.

² Arzalluz, X. (1992), *Historia del nacionalismo vasco*, Donostia, Txertoa.

³ Elorza, A. Op. Cit.

basque. Toutefois, cette autonomie n'éteint pas les tensions : ETA poursuit ses actions jusqu'en 2011, date de l'annonce de son abandon définitif de la lutte armée. Parallèlement, des partis indépendantistes légaux (comme EH Bildu) continuent de réclamer un référendum d'autodétermination, dans un climat de forte polarisation⁴. Ainsi, le XXe siècle basque est marqué par une dialectique constante entre répression centraliste et résilience identitaire, où les revendications territoriales sont aussi bien portées par des institutions démocratiques que par des formes de résistance violente.

L'Église catholique, très présente dans la société basque tout au long du siècle, a été témoin, parfois actrice, de ces tensions. Des prêtres ont soutenu les revendications autonomistes; d'autres ont dénoncé la violence d'ETA. Cette implication religieuse dans le champ politique est indissociable du contexte historique que nous venons de retracer.

1.2. Le rôle traditionnel de l'Église dans le Pays Basque

L'Église catholique occupe, au Pays Basque, une place singulière, non seulement sur le plan religieux, mais aussi en tant qu'acteur culturel, éducatif et identitaire. Cette implantation profonde remonte à l'époque médiévale, mais c'est surtout au XXe siècle que son rôle s'est affirmé comme vecteur de continuité dans une société marquée par la ruralité, l'attachement aux traditions et une langue propre, l'euskara. Ce lien profond entre foi et culture locale a facilité la récupération religieuse par les nationalistes.

Dans les campagnes basques, qui forment encore une grande partie du territoire au début du siècle, la paroisse est la cellule sociale de base. Le curé, souvent natif du village, incarne une autorité morale qui dépasse le strict domaine religieux. Il est conseiller, médiateur, parfois instituteur, et toujours vecteur de lien social. Il célèbre les fêtes patronales, anime les confréries et maintient vivantes les traditions populaires profondément marquées par la religiosité.

Cette fidélité au peuple basque est également manifeste dans l'implantation d'un clergé autochtone. Contrairement à d'autres régions d'Espagne, où les élites religieuses provenaient d'ailleurs, de nombreux prêtres basques étaient issus des familles locales. Cette proximité favorisait une identification entre le catholicisme et la culture basque, renforçant l'idée selon laquelle la foi faisait partie intégrante de l'identité ethnique basque. En cela, la religion n'était pas perçue comme un pouvoir extérieur ou oppresseur, mais comme une émanation de la communauté elle-même. Au XXe siècle, l'alliance entre catholicisme et culture basque se manifeste dans des institutions structurantes. L'Université de Deusto, fondée par les jésuites à

⁴ Soldevilla, G. F., Romo, R. L., Contreras, M. B., & Peñalver, P. C. (2011), La documentación de (y sobre) ETA. *Tabula*, (14).

Bilbao en 1886, devient un centre intellectuel majeur pour le clergé basque, et forme plusieurs figures influentes du nationalisme modéré. De même, l'expérience des coopératives de Mondragón, initiée par le prêtre José María Arizmendiarieta, montre comment l'Église a pu contribuer à des modèles économiques fondés sur la solidarité, la démocratie interne et la culture locale⁵. Néanmoins, il convient de souligner que cette proximité entre Église et culture basque ne signifie pas homogénéité. Si nombre de prêtres défendaient la langue et les coutumes locales, d'autres, notamment dans les sphères hiérarchiques, restaient fidèles à l'universalité de l'Église et à son lien avec l'État central. Cette tension, déjà perceptible dans l'entre-deux-guerres, s'accroîtra durant la dictature franquiste, lorsqu'une fracture se creusera entre un clergé de terrain favorable aux revendications identitaires, et une hiérarchie ecclésiastique souvent imposée par Madrid.

L'Église catholique au Pays Basque a joué un rôle fondamental de gardienne de la tradition et de la langue, mais aussi de médiatrice dans les mutations sociales du XXe siècle. Elle a constitué, tout au long du siècle, un socle de continuité culturelle et morale, à partir duquel les revendications identitaires ont parfois trouvé un terrain propice à leur expression.

1.3. Relation entre identité basque et religion.

L'identité basque s'est en partie construite sur un socle catholique, perçu comme un élément distinctif face à la laïcisation du reste de l'Espagne. La religion était vue comme partie intégrante de l'« être basque », et plusieurs penseurs nationalistes associaient catholicisme, pureté ethnique et traditions ancestrales. Cette vision a été renforcée par l'hostilité de la République aux ordres religieux, puis par la tentative franquiste de contrôler l'Église locale. Une partie du clergé a alors vu dans le nationalisme basque un moyen de protéger une spiritualité enracinée dans le territoire⁶. Pour Sabino Arana, fondateur du nationalisme basque, la foi catholique n'était pas simplement un aspect de la culture basque : elle en était l'âme. Dans ses écrits, il oppose une *Euskal Herria* catholique, pure et spirituelle, à une Espagne centraliste, matérialiste et marquée par la décadence morale. Il en résulte une conception « ethno-religieuse » de la nation basque, où la religion sert de marqueur identitaire autant, voire davantage, que la langue ou l'origine géographique. Cette vision est relayée par le Parti Nationaliste Basque (PNV), dont la devise originelle – *Jaungoikoa eta Lagi-Zarra* (« Dieu et l'ancienne Loi ») – témoigne de cette articulation entre foi et tradition politique⁷. Ce lien entre catholicisme et

⁵ Moreno, G. (2002), *La Iglesia vasca ante el nacionalismo y ETA*, Madrid, Catarata.

⁶ Izquierdo, J. M. (2000). *Etre Basque sous le franquisme. Théorie politique*, 85-97.

⁷ Arana, S. (1935), *Obras completas*, Bilbao, Editorial Sabindianoak.

identité nationale s'est renforcé au fil du siècle, notamment dans les périodes de répression culturelle. Sous la dictature franquiste, alors que l'usage public de la langue basque est interdit, les messes dites en euskara deviennent un espace de résistance passive et un lieu de préservation de la culture basque. De nombreux fidèles se rassemblent dans les églises non seulement pour prier, mais aussi pour entendre leur langue et revendiquer leur appartenance à une communauté culturelle opprimée. Ainsi, la liturgie devient un vecteur de continuité identitaire⁸.

À partir des années 1960, avec la montée du marxisme au sein de la jeunesse nationaliste, certains courants indépendantistes se sont éloignés de la référence catholique, voire s'y sont opposés. ETA, dans ses premières années, gardait un certain respect pour l'Église, mais sa radicalisation l'a conduite à prendre ses distances avec l'institution ecclésiale, jugée complice du pouvoir ou trop modérée. Cela n'a pas empêché une partie du clergé, influencée par la théologie de la libération et l'enseignement du Concile Vatican II, de se rapprocher des revendications autonomistes et même de dénoncer la répression étatique. Au tournant du XXI^e siècle, bien que la sécularisation touche aussi le Pays Basque, le lien entre religion et identité continue d'exister, notamment dans les rituels communautaires, les fêtes locales, et le rôle des paroisses rurales. Pour beaucoup, être basque ne signifie plus nécessairement être catholique pratiquant, mais la religion demeure un élément constitutif de l'héritage identitaire, transmis en grande partie par les institutions religieuses.

En somme, la religion catholique au Pays Basque n'a pas été seulement un cadre spirituel : elle a fonctionné comme un réservoir symbolique, culturel et politique, qui a permis au peuple basque de maintenir et de redéfinir son identité face à la centralisation et à la modernité. L'alliance entre foi, langue et territoire constitue une spécificité notable du nationalisme basque, que peu d'autres régions d'Espagne ou d'Europe occidentale partagent à un degré aussi marqué.

2. UNE ÉGLISE DIVISÉE : COLLABORATION, RESISTANCE ET NEUTRALITÉ

2.1. Diversité de postures au sein du clergé

Le clergé basque ne formait pas un bloc homogène : certains prêtres soutenaient activement le nationalisme ou l'indépendantisme, alors que d'autres restaient fidèles à la hiérarchie franquiste, et beaucoup adoptaient une posture de neutralité ou de prudence. Cet état des choses a dû engendrer des fractures dans l'Église locale.

⁸ Arregi, J. (1980), *La Iglesia y el problema vasco*, Bilbao, Desclée de Brouwer.

Il faut noter que l'Église espagnole soutenait la rébellion contre la République. Cette frange ecclésiastique était menée par Mgrs Mateo Múgica et Marcelino Olaechea, respectivement évêques de Vitoria et de Pampelune. Ces derniers critiquèrent sévèrement les nationalistes basques, lors d'une instruction pastorale tenue le 6 août 1936 ; pour s'être alliés derrière « les marxistes antichrétiens ». Entre temps, l'autre frange de l'Église basque, plus ou moins affiliée aux crédos du Parti Nationaliste Basque (PNV), n'était pas pour le fait que l'orthodoxie catholique oblige à soutenir la rébellion. En fait, cette partie niait la nature religieuse de la guerre, en rappelant que la doctrine catholique condamnait la révolte contre le pouvoir établi. Aussi, entre nationalistes basques et nationalistes-catholiques espagnols se situait un troisième groupe de l'Église basque qui essaya de rester neutre ou qui ne s'est pas identifié avec aucun des groupes antagonistes⁹.

Le déroulement de la guerre a modifié, d'une manière ou d'une autre, les positions de nombreux ecclésiastiques. En général, les prêtres nationalistes et carlistes ont eu tendance à s'impliquer de plus en plus dans le conflit, en s'engageant comme aumôniers militaires ou en participant à la défense idéologique de leur camp. La violence exercée par les franquistes, en particulier la répression contre le clergé accusé de séparatisme lors de la prise du Gipuzkoa, a provoqué le rejet d'ecclésiastiques qui avaient initialement sympathisé avec le camp rebelle ou, du moins, l'avaient considéré comme inoffensif. L'évolution de Mateo Múgica, évêque du diocèse, en est un bon exemple : après avoir soutenu le coup d'État militaire et censuré le soutien du PNV à la République, il refuse de signer la lettre collective de l'épiscopat espagnol du 1er juillet 1937. À ce moment-là, Múgica, critiqué par les uns et les autres, avait déjà dû quitter l'Espagne - il le fit en octobre 1936 - sous la pression du Conseil de la défense nationale, qui le considérait comme excessivement tolérant envers les catholiques albertiens. Son soutien initial au camp pro-franquiste a progressivement évolué vers des positions de plus en plus critiques à l'égard des franquistes. L'expérience de guerre des catholiques basques se distingue également par la continuité de la vie religieuse au Pays Basque fidèle à la République, gouverné par le Gouvernement Basque depuis octobre 1936. Dans l'Espagne républicaine, l'Église subit des violences intenses et des violences contre les catholiques.

Alors que dans l'Espagne républicaine, l'Église souffrait d'une intense violence anticléricale, au Pays basque, les persécutions religieuses étaient très limitées. Cette situation unique fit de l'Euskadi républicain un refuge pour les prêtres qui fuyaient les persécutions religieuses dans d'autres régions comme les Asturies et le Santander. Les nationalistes basques et le

⁹ Rueda, F. M.(2024). La Iglesia vasca y la memoria de la guerra civil (1936-1960). *Pasado y Memoria*, (29), 280-304.

Gouvernement basque s'efforcent de protéger la vie des prêtres et le culte catholique. Les pratiques religieuses se développèrent même au front, où les bataillons *gudaris* avaient des aumôniers qui assistaient spirituellement les troupes et où la guerre était vécue dans un esprit religieux, comme une lutte pour Euskadi et pour Dieu. Par conséquent, au Pays Basque, le récit de la croisade a manqué de son soutien fondamental, qui n'était autre que l'extrême violence anticléricale déclenchée après le 18 juillet. La guerre sainte de libération, proclamée par les autorités franquistes et les hiérarques ecclésiastiques, n'était pas plausible pour de nombreux catholiques basques qui avaient pratiqué le culte catholique pendant la guerre et n'avaient pas subi de persécutions religieuses dans l'Euskadi républicain. Des figures comme le père Antonio Apalategi ou le prêtre José María Arizmendiarieta (fondateur de Mondragón) ont incarné un catholicisme social engagé, proche du peuple et ouvert aux revendications culturelles¹⁰.

2.2. Tensions entre le clergé local et la hiérarchie ecclésiastique

Comme nous avons pu le constater dans le point précédent, à l'époque de la Guerre civile, et sous le régime de Francisco Franco, il eut diversité de positions au sein de l'Église espagnole, en général, et Basque, en particulier. Cette diversité a bel et bien donné cours à de fortes troubles dans entre le clergé local et la hiérarchie ecclésiastique jusqu'à même atteindre la papoté.

Dans ce sens, des conflits ont émergé entre les prêtres basques, souvent proches du terrain et sensibles aux revendications identitaires, et l'épiscopat espagnol ou le Vatican, soucieux de maintenir l'unité de l'Église et de ne pas heurter le pouvoir franquiste. Plusieurs évêques nommés par Franco étaient perçus comme des étrangers à la culture basque. Le clergé local a parfois dénoncé cette instrumentalisation de la religion à des fins politiques, revendiquant une Église enracinée dans la culture basque¹¹.

En réaction à l'« insoumission » de certains prêtres basques, les nouvelles autorités franquistes dirigées par Franco entreprennent dès juillet 1937 leur relégation vers d'autres diocèses espagnols. Les ecclésiastiques à sanctionner sont rapidement identifiés, des listes sont établies puis transmises au diocèse. Entre le 26 juillet et le 14 septembre 1937, 76 prêtres sont ainsi forcés de quitter la Biscaye, la majorité étant réaffectée dans les provinces de Burgos ou de Logroño. Cette vague répressive s'intensifie avec la nomination de Mgr Lauzirica comme administrateur apostolique, devenu la pièce maîtresse de la politique religieuse franquiste. Avec un zèle remarquable, il applique les directives du régime : certains prêtres doivent solliciter

¹⁰ Moreno, G. (2002), *La Iglesia vasca ante el nacionalismo y ETA*, Madrid, Catarata.

¹¹ Baillet, P. (2002), *L'identité basque entre foi et politique*, Études, vol. 397.

eux-mêmes une nouvelle affectation dans des paroisses vacantes, d'autres sont simplement « invités » à quitter la région pour une durée indéterminée. Outre les déplacements forcés, d'autres mesures punitives sont mises en place : destitutions, amendes pouvant atteindre 2 500 pesetas, confiscation de comptes bancaires pour les prêtres réfugiés en France, ou encore affectation dans des paroisses marginales du Pays Basque. Face à ces pressions, certains membres du clergé n'ont d'autre choix que l'exil. Dans ce contexte, le ministère franquiste des Affaires étrangères adresse au Saint-Siège des listes de prêtres jugés dangereux, espérant obtenir leur rapatriement forcé. Cependant, le pape ne donne pas suite à ces demandes.

Le bilan de cette répression s'avère lourd : on estime entre 715 et 1 400 le nombre de victimes, soit entre 36 % et 70 % du clergé du diocèse de Vitoria. Ce traumatisme explique en partie la prise de parole de certains exilés à travers des publications comme la revue *Anayak*, parue en France dès 1939, et sur laquelle nous reviendrons ultérieurement.

Aussi, dans cette vague d'exil et de relégation des prêtres, Mgr Múgica sera contraint à démissionner de son poste en tant qu'évêque de Vitoria. Il est donc remplacé de sitôt par son l'auxiliaire de Valence, Francisco Javier Lauzirica Torralba, n préféré de du Général, nommé administrateur apostolique, puis, évêque titulaire. De lui Franco même fit le témoignage en déclarant : « J'ai un évêque pour Guipúzcoa... C'est un homme qui parlera de Dieu en parlant de l'Espagne ». De plus, Julio Ugarte appelle cet évêque « gouverneur ecclésiastique » ; car dans ses sermons, il remplit parfaitement ce rôle. Lisons ce qu'il déclara :

Le nationalisme basque, en se séparant de l'Église et de Dieu et en s'unissant dans une conspiration criminelle avec les ennemis de l'Espagne et de la Religion, a été la cause de tous les maux que non seulement le Pays Basque mais plus encore la vraie Espagne ont dû souffrir.¹²

Le 7 mai 1938 à Bilbao, célébrant la communion de 1 100 enfants lors d'une messe de campagne avec les autorités gouvernementales, il dit aux enfants : « Ici, il n'y a qu'une seule mère : l'Espagne »¹³. Un autre exemple qui résume son manque de sensibilité à l'égard de son peuple, lui le natif de Durango, est sa participation à un banquet célébrant la victoire des forces nationales sur les autorités franquistes à Guernica, avec les ruines récentes sous ses pieds.

2.3. Confrontation et/ou collaboration avec l'État central

Au Pays Basque, région profondément catholique, les franquistes s'appuient sur l'Église pour légitimer leur pouvoir, plus encore qu'ailleurs en Espagne. Dès le début de la guerre, l'institution religieuse devient un outil politique central au service des militaires. Ce rôle

¹² Le quotidien *Diario Vasco*, 20-9 37

¹³ Idem.

s'amplifie au fil du conflit. Les directives de l'évêché de Vitoria insistent sur la collaboration du clergé avec les autorités franquistes et la promotion du national-catholicisme. Rapidement, l'épuration du clergé basque commence : en octobre 1936, l'évêque de Vitoria, Mgr Múgica, soupçonné de sympathies envers le PNV, est expulsé. Son remplaçant temporaire, Mgr Ormazabal, est un fidèle du régime.

Durant la dictature franquiste, certains membres du clergé ont collaboré avec le régime, tandis que d'autres ont protégé des militants nationalistes, offert des espaces de réunion ou utilisé la chaire pour diffuser des idées autonomistes. Dans les années 1960-1970, une frange du clergé a même adopté une théologie de libération adaptée au contexte basque, voyant dans la lutte pour l'autonomie une forme de résistance spirituelle¹⁴. Une confrontation s'installe donc. En réalité, la friction entre un secteur du clergé basque et le régime est née, avant tout, de la demande d'autonomie et d'une certaine liberté de mouvement et d'action de la part du premier. La présence importante de l'Église basque dans la réalité sociale de ce territoire, avec des organisations aussi puissantes que la Fraternité Ouvrière d'Action Catholique (HOAC, en espagnol) dans le monde du travail ou les scouts dans le secteur de la jeunesse, a fait que cet affrontement s'est produit très tôt et a eu un impact plus important que dans d'autres régions d'Espagne. Le facteur nationaliste a sans aucun doute joué un rôle important, mais ce qui a surtout été décisif, c'est que tant les prêtres que les conseillers étaient « sur le terrain », proches des problèmes de la société basque et de ses classes populaires, et qu'ils avaient de nombreux partisans, ce qui a inévitablement conduit à des affrontements avec le régime franquiste et la hiérarchie ecclésiastique. L'importance de ces frictions doit être replacée dans le contexte d'un changement doctrinal et générationnel au sein des mouvements apostoliques qui, d'écuyers fidèles de Franco pour renforcer la religiosité des masses, sont devenus l'un de ses principaux talons d'Achille avec leurs revendications de liberté, de démocratie et de justice sociale.

Par ailleurs, au Pays Basque, le clergé a été relativement épargné par la violence anticléricale qui a sévi dans d'autres zones républicaines. Toutefois, la répression militaire contre les prêtres basques n'eut aucun équivalent dans les autres régions sous contrôle franquiste. Dès octobre 1936, les militaires contraignent à l'exil l'évêque de Vitoria, Mateo Múgica, en l'accusant de sympathies nationalistes. Treize prêtres sont exécutés à l'automne 1936, et un autre est fusillé lors de l'offensive sur la Biscaye au printemps 1937. Le vicaire général du diocèse de Vitoria, Antonio Pérez Ormazábal, subit quant à lui de fortes pressions militaires pour sanctionner et éloigner les prêtres basques. Déjà, entre octobre et novembre

¹⁴ Arregi, J. (1980), *La Iglesia y el problema vasco*, Bilbao, Desclée.

1936, la répression s'intensifie, notamment dans la province de Guipúzcoa, où seize prêtres sont exécutés pour leur soutien présumé aux nationalistes basques. Ces violences soulèvent l'indignation du Saint-Siège. Le cardinal Gomá, primat d'Espagne, intervient auprès de Franco pour tenter de faire cesser les exécutions, sans parvenir à freiner l'épuration. Appuyés par les carlistes basques, les franquistes dénoncent les membres du clergé qu'ils jugent proches du nationalisme ou trop attachés à la culture locale. En 1937, l'éloignement de ces prêtres est perçu comme indispensable à l'implantation de l'idéal nationaliste espagnol dans la région. Ainsi, entre juillet et septembre, environ cent ecclésiastiques sont déplacés vers les provinces de Burgos et de Logroño. C'est dans cette dynamique que Mgr Lauzirica prend la tête de l'administration apostolique de Biscaye. Il impose à de nombreux prêtres des affectations lointaines et pour une durée indéfinie, relègue certains à des postes secondaires et démet de leurs fonctions des proches de Mgr Múgica, dont Mgr Galbariatu¹⁵.

Cette répression prend également des formes économiques et judiciaires, avec l'imposition d'amendes substantielles, la confiscation de biens bancaires et l'assignation à résidence de plusieurs prêtres. La politique franquiste dépasse alors les frontières du pays. Les ecclésiastiques réfugiés à l'étranger, notamment ceux collaborant à des publications nationalistes comme *Euzko Deya*, sont également visés : l'évêché de Vitoria tente d'interdire leur exercice sacerdotal tandis que le gouvernement franquiste sollicite, en vain, l'intervention du Saint-Siège pour organiser leur rapatriement. Le pape Pie XI refuse cependant de répondre favorablement aux pressions exercées par Madrid.

3. L'INFLUENCE DU CLERGE DANS LES REVENDICATIONS TERRITORIALES AU PAYS BASQUE

3.1. Le soutien du clergé au nationalisme ou à l'autonomie

De nombreux prêtres ont publiquement exprimé leur soutien à l'autonomie basque, en particulier après Vatican II. L'Église basque a été l'un des rares espaces de liberté d'expression pendant la dictature. Elle a contribué à préserver la langue basque et a légitimé certaines revendications en les inscrivant dans une tradition morale et spirituelle.

En 1960, année de la mort en exil de José de Aguirre et peu après la création de l'ETA par des étudiants, 339 prêtres basques signent un manifeste en faveur des libertés et des droits des peuples espagnol et basque. Censuré en Espagne mais relayé à l'étranger, le texte inquiète

¹⁵ Sánchez, S. M. (2015). ¿Canes mudos? Los obispos españoles ante la represión franquista durante la guerra civil española *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales*, (33), 10.

le régime franquiste, qui y voit une remise question de sa propagande à un moment de reconnaissance internationale. Les évêques basques condamnent le manifeste, jugé politique, et des sanctions discrètes sont appliquées : mutations, contrôle des réunions de prêtres, censure des publications diocésaines, afin d'éviter toute expression extra-religieuse. Les autorités ecclésiastiques se sentent de plus en plus interpellées par des homélies et des écrits clandestins qui remettent en cause leur légitimité. Lisons cette longue lettre écrite par les prêtres (339) basques exilés, à l'encontre de leur hiérarchie, et que nous avons traduite. Dans cette lettre les curés basques affirmèrent ouvertement leur soutien à la revendication identitaire de leur communauté.

Lettre des 339 curés basques (1960)

Depuis quelque temps, aucun document signé par un groupe de prêtres basques n'a vu le jour. Ce silence pourrait être mal interprété, et peut-être attribué à une absence de conscience responsable face à des faits et des événements qui exigent impérativement une attitude franche et ouverte de la part de ceux d'entre nous qui se sentent le devoir de proclamer les postulats de la vérité, de la justice, de la liberté et de la dignité humaine. Nous ne voulons pas que notre silence nous fasse accuser de complicité. [...]

De la dignité inviolable de la personne humaine découlent tous les droits naturels des individus et des peuples. Tel est le droit à la vie, le droit de fonder un foyer, le droit de travailler, d'émigrer. C'est le droit à la liberté de conscience, à la liberté de la presse, à la liberté d'association, etc. La liberté est l'un des droits les plus sacrés et les plus inviolables que l'État doit reconnaître et respecter. La pleine conception chrétienne de la liberté inclut nécessairement, et nous le proclamons publiquement, l'inviolabilité de la conscience. [...]

En défendant la liberté comme droit sacro-saint de tout homme, nous défendons aussi le droit à la liberté et à l'autodétermination de tout peuple, de toute ethnie, de toute personnalité physique ou morale, dans les voies établies par le droit naturel et le droit positif divin. [...]

Nous, prêtres basques, aimons notre peuple avec le même droit, avec la même obligation de piété naturelle et chrétienne que le prêtre castillan aime la Castille et que les évêques d'Ouganda aiment la famille humaine dont Dieu a voulu qu'ils fassent partie. [...]

Nous dénonçons donc maintenant, devant le peuple espagnol et devant le monde entier, la politique qui prévaut aujourd'hui en Espagne, de préterition, d'oubli, voire de persécution féroce, des caractéristiques ethniques, linguistiques et sociales que Dieu nous a données, à nous les Basques. Et ce, au bénéfice de personne et au détriment évident de nos intérêts les plus élevés : nos intérêts spirituels.

Si les pierres d'un monument national sont entretenues pour la beauté de leur architecture et le reflet qu'elles conservent de l'âme de l'époque qui les a sculptées, L'EUZKERA, INSTRUMENT NECESSAIRE POUR L'EVANGELISATION ET LA CULTURE DU PEUPLE BASQUE, a un droit devant l'Eglise et devant la civilisation, un droit à la vie et à la culture, dont l'ignorance dénoncerait dans l'Eglise une contradiction absurde et flagrante, et dans la société une politique réactionnaire et antihumaine jusqu'au génocide.

Il s'agit de la contradiction entre la doctrine catholique sur la personne humaine et son non-respect par un régime qui se dit officiellement catholique et auquel la hiérarchie catholique espagnole apporte son ferme soutien. [...]

*La réalité du christianisme est imprégnée du sentiment et du vœu de paix, Jésus-Christ est le « Prince de la Paix ». C'est notre plus grande aspiration et notre plus grand désir : la pacification des esprits.
La pacification des esprits par la vérité et la charité. Notre peuple en a besoin et le désire¹⁶.*

Cette lettre est une preuve incontestable de l'engagement et la révolte du clergé basque non seulement contre le régime totalitaire de Franco, mais aussi et surtout contre la permissivité de la hiérarchie ecclésiastique espagnole. Ils se positionnent comme défenseurs des principes de la Foi catholique. Valeurs qui auraient été abandonnées par la hiérarchie. Les principaux prêtres protagonistes sont Alberto Onaindía, José Miguel de Barandiarán, Iñaki Azpiazu, Policarpo Larrañaga et Juan Usobiaga. Ces prêtres ont donné une voix à la centaine de religieux réfugiés à l'étranger qui souffraient d'un double exil : celui de leur patrie et celui de leur Église. Ils ont en effet ressenti le besoin de justifier leur conduite dans la guerre civile et de proclamer qu'ils avaient agi en pleine conformité avec les principes catholiques. Aussi, ce récit reprend et développe l'ensemble des arguments développés par les nationalistes catholiques pendant la guerre pour justifier leur rejet du soulèvement et leur soutien à la République. Son principal élément est la négation de la croisade. C'est pourquoi ils nièrent que la guerre civile ne fut une guerre de religion, mais une utilisation fallacieuse de la religion par la droite, avec la connivence de la hiérarchie ecclésiastique espagnole, pour justifier le soulèvement militaire contre le pouvoir légitimement constitué et pour légitimer la guerre civile. Iront même plus loin jusqu'à créer des revues dans lesquelles ils défendaient ouvertement l'identité basque.

3.2. L'influence dans les mouvements sociopolitiques et discours ecclésiastiques pro-identité basque : création de revues comme *Anayak* et *Agiz*.

Le clergé a participé à la diffusion d'une conscience politique, notamment à travers les mouvements de jeunesse catholiques, les coopératives et les écoles confessionnelles. Il a joué un rôle dans la formation d'une élite locale engagée dans la reconstruction de l'autonomie basque après 1975. Certaines paroisses ont aussi servi de relais pour des revendications sociales et culturelles.

A la fin de la guerre dans le Pays Basque, l'Église basque vaincue, élaborera puis diffusa un récit alternatif à la narrative de la *Croisade*. Ce discours fut diffusé initialement par un groupe de prêtres qui s'étaient exilés à la fuite de la répression franquiste. Il s'agissait d'Alberto Onaindía, José Miguel de Barandiarán, Iñaki Azpiazu, Policarpo Larrañaga et Juan Usobiaga.

¹⁶ Pérez, J. A. P., & Vélez, Á. B. (2024). *¿Quién sostuvo el franquismo en Euskadi?*, Los libros de la Catarata.

Ces curés, poussés par la nécessité de confession, justifiaient leur révolte contre la hiérarchie ecclésiastique par le fait qu'ils avaient agi dans la pure obéissance aux principaux de la Foi catholique. En outre, selon eux, plutôt que d'être une *Croisade*, ce qui s'est produit, parlant de la guerre, n'était rien d'autre qu'une utilisation apocryphe de la religion par les droites en complicité avec la hiérarchie ecclésiastique espagnole, afin de justifier le soulèvement militaire contre un pouvoir légitimement constitué, et pour légitimer la guerre civile. De plus, ce discours dénonçait le fait que le clergé basque ait été victime de la persécution franquiste, sous le regard indifférent et même complice de la hiérarchie ecclésiastique. Ils dénonçaient aussi que les rebelles de Franco avaient pour but d'effacer l'identité basque, sa singularité et ses droits.

Dans le but de diffuser ce récit de la guerre civile en Euskadi, les religieux basques exilés ont écrit des livres et des brochures dans lesquels ils critiquaient le rôle joué par la hiérarchie espagnole. Ils ont également et surtout édité des revues comme *Anayak* et *Agiz*. L'objet des publications de la première revue –*Anayak*– était d'influencer l'opinion catholique internationale et le Saint-Siège, en combattant la « fausse croisade franquiste ». Progressivement, le sort de la population prend de l'importance. Si la situation des habitants du Pays Basque préoccupe *Anayak*, l'intérêt pour la vie quotidienne des exilés ne cesse de croître. La revue veut donner des Basques une image proche des populations françaises ou du moins des pays démocratiques. Il s'agit de différencier les réfugiés basques de ceux du reste de l'Espagne. Les articles portent, en général, sur trois périodes précises : la République, la guerre civile et l'exil. Dans chacune d'elles, on met l'accent sur les différences d'état d'esprit ou de comportement. Durant la République, le Basque se distingue par sa conscience politique :

L'opinion publique espagnole, ou du moins une immense partie de cette opinion, n'avait pas une conscience politique véritablement formée. [...] Au contraire, en Pays Basque, la vie publique suivit une trajectoire plus régulière, moins sujette à ces convulsions, plus consciente et d'un niveau de culture plus élevé¹⁷.

En quelques numéros, le Pays Basque est mis au même plan que la France dans l'esprit des lecteurs. Les points communs sont la démocratie, la liberté et le respect des droits de l'homme. Parallèlement, la revue souligne le sens des responsabilités des autorités basques. Soucieuses d'éviter de quelconques problèmes au pays d'accueil, elles subviennent aux besoins des exilés.

Après avoir dénoncé le franquisme, les prêtres exilés défendent le gouvernement et les populations basques, insistant sur la légitimité de leur cause, y compris sur le plan religieux. La revue *Anayak* présente le gouvernement basque comme exclusivement nationaliste,

¹⁷ ROJO Hernandez, S. (2020). Presse et construction identitaire : l'exemple du « clergé basque » et de la revue *Anayak*. *El Argonauta español. Revue bilingue, franco-espagnole, d'histoire moderne et contemporaine consacrée à l'étude de la presse espagnole de ses origines à nos jours (XVIIe-XXIe siècle)*, (17).

contournant ainsi la question de son alliance avec la République. Elle met aussi en avant les aspects susceptibles de contrer la propagande franquiste, notamment le catholicisme du gouvernement. En décembre 1938, elle publie l'hommage du président Aguirre au Pape, soulignant l'engagement du gouvernement à protéger l'Eglise et à maintenir un culte authentique, en contraste avec la zone franquiste, jugée hostile à la foi.

Ainsi, il est sous-entendu que ce gouvernement n'est absolument pas marxiste. Au contraire, il est démocrate et catholique. Dans cette revue, Aguirre occupe une place importante. Présenté comme le président d'un pays souverain, on le décrit comme un homme de paix : *en Espagne seule, la voix du Président du Gouvernement Basque s'y éleva pour condamner le crime et défendre la valeur de la personne humaine.*

Vers les années cinquante (50) les rapports entre le clergé contestataire de l'intérieur et celui de l'exil se resserrent. A ce moment précis naît la revue *Egiz*, une revue créée en France par le clergé mais vastement diffusée de façon clandestine entre les catholiques du Pays Basque. En 1944, plusieurs membres du clergé basque rédigèrent la *Mémoire adressée S.S. le Pape Pío XII* dans laquelle ils expliquaient leur récit de la guerre civile en Euskadi, en dénonçant la manipulation de la religion pour imposer le totalitarisme en Espagne. Non seulement la lettre a été envoyée au Vatican, mais aussi elle a été publiée par Xabier de Iramuno, de son vrai nom Policarpo Larrañaga, dans la brochure intitulée *Poursuivi, diffamé, abandonné, le clergé basque, défendant la justice et la fraternité, sert l'Eglise de Christ.*

Contrairement à Anayak, qui visait à influencer le catholicisme international, *Egiz* a cherché à intervenir dans l'Eglise basque. Entre 1950 et 1952, 18 numéros ont été diffusés. Son impact est notable auprès des prêtres et des laïcs des diocèses basques. Les évêques de Vitoria, San Sebastián et Bilbao menacèrent les ecclésiastiques qui célébraient avec *Egiz* de suspendre, raison pour laquelle sa publication fut suspendue. Le relais fut pris par un groupe de laïcs, non soumis à la discipline canonique, qui publièrent *Egi Bila* entre 1954 et 1961 (Publication des catholiques basques). Plus tard, dans les années 1960, un groupe de religieux prit le relais avec la publication clandestine du bulletin *Sine Nomine*. Ces publications, et en particulier l'influent *Egiz*, dénoncent la connivence de la hiérarchie ecclésiastique avec la dictature et dénoncent les tentatives d'espagnolisation de l'Eglise basque. L'un des sujets les plus discutés était la guerre civile et sa mémoire. Contrairement à la glorification de la guerre par le régime et la hiérarchie ecclésiastique, ces bulletins clandestins décrivent la guerre comme « horrible, criminelle, de plusieurs côtés », une guerre dans laquelle « le sang innocent a taché les deux côtés ». Ils dénoncent le comportement des soi-disant *croisés* et censurent la mémoire officielle qui

n'honore que les morts pour Dieu et l'Espagne, tout en condamnant les vaincus à l'oubli. Ils dénoncent le comportement sanguinaire des prétendus croisés et censurent la mémoire officielle qui n'honore que ceux qui sont tombés pour Dieu et l'Espagne, tout en condamnant les vaincus à l'oubli. En lieu et place de la mémoire imposée par le régime et la hiérarchie ecclésiastique, ils proposent une commémoration inclusive qui se souviendrait de toutes les victimes de la guerre civile, sans distinction de camp. Contrairement à la mémoire franquiste de la victoire, une mémoire du pardon et de la réconciliation a été exigée. Et il a été proposé que le clergé basque conduise cette mémoire alternative à la mémoire officielle : « le clergé basque doit être à l'avant-garde de cette croisade authentique, celle de la réconciliation par le pardon mutuel ». Face à l'oubli imposé aux vaincus, ces publications clandestines se souviennent des victimes du franquisme, notamment des prêtres basques fusillés et réprimés, en publiant leurs noms, tout en dénonçant l'attitude de l'évêque de Vitoria qui les avait condamnés à l'oubli.

3.3. La construction d'un discours religieux identitaire dans le contexte basque

L'Église basque ou, plus précisément, le clergé basque, a contribué à forger un discours associant foi catholique, justice sociale et identité basque. Ce discours a été repris dans les sermons, les publications religieuses, les chants liturgiques et les symboles. Il a nourri un imaginaire collectif où la religion sert à légitimer une territorialité spécifique et une mémoire historique propre.

Dans cette configuration, le clergé local a joué un rôle actif en façonnant un langage spirituel qui ne se limitait pas à la liturgie, mais s'intégrait dans un projet politique plus large. Le catholicisme n'était pas seulement une croyance personnelle, mais une composante essentielle du manifeste basque, c'est-à-dire de ce qui fait d'un individu un authentique Basque. Les prêtres nationalistes ont souvent formulé leurs sermons autour de la notion de « peuple élu », décrivant les Basques comme une communauté spirituellement distincte, gardienne d'une foi pure et ancienne. Un exemple emblématique de cette utilisation religieuse à des fins identitaires est celui du père José Antonio Ariztimuño, dit Aitzol, qui dans les années 1930 prononçait des homélies associant le catholicisme basque à la défense de la langue et des coutumes locales. Il voyait la langue basque (euskara) comme une « langue sacrée », et prônait son usage dans les liturgies. Pour Aitzol, « le peuple basque a été choisi pour porter la lumière chrétienne au monde », une déclaration qui conférait à la revendication territoriale une légitimité quasi biblique.¹⁸

¹⁸ Itçaina, X. (2009), *Catholicisme et identité basque*, Presses Universitaires de Bordeaux.

D'un point de vue symbolique, les lieux de culte eux-mêmes ont été utilisés comme des espaces de résistance identitaire. Pendant la dictature franquiste, où l'usage de la langue basque était interdit dans l'espace public, plusieurs prêtres ont maintenu des messes en euskara, notamment dans les zones rurales de Biscaye et de Gipuzkoa. Ces messes devenaient de véritables actes de désobéissance civile et de préservation culturelle. Plus récemment, dans les années 1970, le prêtre José María Setién, évêque de Saint-Sébastien, a souvent été accusé par Madrid de complaisance envers le nationalisme. Dans ses homélies, il prônait le « respect de la volonté du peuple basque » et défendait l'idée que l'Église devait être « l'âme du peuple », non un instrument de l'État. Ces prises de position ont généré de vives tensions au sein de l'Église espagnole et ont renforcé l'image du clergé basque comme acteur politique à part entière.

Ce discours qui s'est tenu dans les dernières années du régime franquiste, alors que celui-ci était déjà moribond, a été guidé par l'évêque de Bilbao, Monseigneur Añoveros, auteur d'une homélie qui a été lue le 24 février 1974 dans toutes les paroisses de Biscaye, intitulée : *Le christianisme, message de salut pour le peuple*. L'on soutenait dans ce livre que « le peuple basque, comme les autres peuples de l'Etat espagnol, a le droit de préserver sa propre identité, en cultivant et en développant son patrimoine spirituel, au sein d'une organisation sociopolitique qui puisse reconnaître sa juste liberté ».

Dans son homélie, le théologien franciscain José Goitia a qualifié le 18 juillet 1936 de « date tragique dans les annales de l'histoire de notre cher pays. Une date qui nous parle d'armes, de morts, d'assassinats de ruines, de haine ». Il dénonce ensuite la mémoire officielle qui cherche à perpétuer la haine entre Espagnols¹⁹.

Dans le discours religieux basque, la souffrance a également été utilisée comme élément narratif central. De nombreux prêtres ont comparé la répression franquiste à une Passion du Christ vécue collectivement par le peuple basque. Des martyrs locaux, tels que le père Gurutziaga, emprisonné pour avoir célébré une messe en euskara, ont été exaltés comme symboles de fidélité à la foi et à la nation. En somme, le discours religieux identitaire élaboré par une partie du clergé basque a permis de sacraliser la revendication nationale, d'ancrer la lutte politique dans un imaginaire mystique, et de présenter l'autonomie comme un droit

¹⁹ ces sentiments qui ont fécondé une guerre civile et fratricide, brutale et anti-chrétienne (...) sont perpétués au fil des ans par une propagande malsaine et criminelle, qui cherche toujours à activer, à ouvrir et à raviver les blessures. (...) Et ce n'est pas de médailles d'ex-combattants ou de rassemblements d'ex-combattants d'un seul camp que notre peuple a besoin d'être grand (...). Ce ne sont pas les drapeaux et les médailles militaires, ce ne sont pas les victoires des armes que l'Église doit bénir, mais le pardon, la miséricorde et l'amour. Amour et charité, pardon et oubli : tel est le message du 18 juillet 1961, non pas le jour du mouvement militaire national, mais le jour de la réconciliation nationale chrétienne.

naturel, voire divin. Cette conjonction entre spiritualité et politique a contribué à forger un nationalisme original, distinct du laïcisme souvent associé à d'autres mouvements séparatistes européens.

CONCLUSION

L'étude du rôle de l'Église catholique dans les revendications territoriales du Pays Basque au XXe siècle révèle la complexité d'une institution longtemps perçue comme conservatrice, mais profondément enracinée dans les dynamiques sociales et culturelles locales. Loin d'être un acteur monolithique, le clergé basque s'est montré pluriel dans ses positions, oscillant entre fidélité à la hiérarchie ecclésiastique et engagement aux côtés des aspirations identitaires et politiques de son peuple. Dans un territoire où l'identité basque s'est construite à la croisée de la langue, des traditions et de la foi catholique, l'Église a longtemps incarné un socle culturel commun. Elle a participé activement à la transmission de la langue basque, au maintien des coutumes religieuses locales et à l'enracinement de valeurs communautaires fondées sur la solidarité et la mémoire. C'est en cela qu'elle a pu servir, pour certains secteurs du nationalisme basque, de levier d'expression identitaire face à un État centralisateur. Cependant, ce rôle ne fut ni uniforme ni exempt de tensions. Si certains prêtres ont soutenu les revendications autonomistes, d'autres ont résisté à toute forme d'implication politique, tandis qu'une partie de la hiérarchie, alignée sur Madrid ou sur Rome, a tenté de contenir les élans régionalistes du clergé local. Cette diversité d'attitudes reflète les divisions internes de l'Église face aux mutations politiques et sociales du XXe siècle, en particulier sous la dictature franquiste, puis durant la transition démocratique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Arana, S. (1935), *Obras completas*, Bilbao, Editorial Sabindianoak.
2. Arregi, J. (1980), *La Iglesia y el problema vasco*, Bilbao, Desclée. Moreno, G. (2002), *La Iglesia vasca ante el nacionalismo y ETA*, Madrid, Catarata.
3. Arregi, J. (1980), *La Iglesia y el problema vasco*, Bilbao, Desclée de Brouwer.
4. Arzalluz, X. (1992), *Historia del nacionalismo vasco*, Donostia, Txertoa.
5. Baillet, P. (2002), *L'identité basque entre foi et politique*, Études, vol. 397.
6. Elorza, A. (2000), *La historia de ETA*, Madrid, Temas de Hoy.
7. Itçaina, X. (2009), *Catholicisme et identité basque*, Presses Universitaires de Bordeaux.
8. Izquierdo, J. M. (2000). Etre Basque sous le franquisme. *Théorie politique*, 85-97.

9. Moreno, G. (2002), *La Iglesia vasca ante el nacionalismo y ETA*, Madrid, Catarata.
10. Pérez, J. A. P., & Vélez, Á. B. (2024). *¿Quién sostuvo el franquismo en Euskadi?*, Los libros de la Catarata.
11. ROJO Hernandez, S. (2020). Presse et construction identitaire : l'exemple du « clergé basque » et de la revue Anayak. *El Argonauta español. Revue bilingue, franco-espagnole, d'histoire moderne et contemporaine consacrée à l'étude de la presse espagnole de ses origines à nos jours (XVIIe-XXIe siècle)*, (17).
12. Rueda, F. M.(2024). La Iglesia vasca y la memoria de la guerra civil (1936-1960). *Pasado y Memoria*, (29), 280-304.
13. Sánchez, S. M. (2015). ¿Canes mudos? Los obispos españoles ante la represión franquista durante la guerra civil española *Historia y política: Ideas, procesos y movimientos sociales*, (33), 10.
14. Soldevilla, G. F., Romo, R. L., Contreras, M. B., & Peñalver, P. C. (2011), La documentación de (y sobre) ETA. *Tabula*, (14).